

Chère amie, cher ami,

C'est un **tour de force magistral** que les lobbies de l'agrochimie sont en passe de réussir à Bruxelles, pour balayer d'un revers de la main les années de combat des apiculteurs, des scientifiques et des associations de citoyens, et **continuer à vendre à grands coups de milliards leurs pesticides tueurs d'abeilles partout en Europe...**

...alors même qu'en France, les députés et les sénateurs ont voté leur interdiction !

Je vais vous détailler dans quelques instants comment s'y sont pris les lobbies pour convaincre la Commission européenne de s'opposer à une décision prise l'été dernier par des parlementaires – les élus du peuple ! – au profit d'un petit groupe de multinationales bien placées.

Ils ont déployé un **arsenal de méthodes très élaborées**, et ont utilisé tous les rouages du système à leur disposition pour s'assurer que l'interdiction des tueurs d'abeilles votée en France ne soit jamais appliquée – ni en France, ni ailleurs.

Face à une telle déferlante de moyens – juridiques, humains, matériels et financiers – on pourrait se sentir découragé, et se dire qu'ils ont définitivement gagné la partie...

Laissez-moi vous dire qu'il n'en est rien : si des failles existent pour eux, elles existent pour nous aussi !

Et il ne tient qu'à nous, citoyens, apiculteurs, agriculteurs, défenseurs de l'environnement, de nous rassembler et de nous organiser pour mener la bataille aussi efficacement que les lobbies de l'agrochimie.

Alors, si vous le pouvez, donnez à POLLINIS les moyens d'organiser ce grand rassemblement des défenseurs des abeilles et de la nature !

Grâce à des années de combat acharné, nous avons réussi à convaincre les parlementaires français de voter enfin cette interdiction : nous ne pouvons pas laisser les lobbies de l'agrochimie démolir cette victoire !

Depuis des semaines, nous travaillons d'arrache-pied pour comprendre et analyser ce qu'il s'est passé depuis le vote de l'interdiction des tueurs d'abeilles en juillet dernier. **Notre association POLLINIS est la première à tirer la sonnette d'alarme face au risque de voir l'interdiction des pesticides néonicotinoïdes votée en France censurée par Bruxelles.**

Ce que nous avons découvert est sidérant :

La « consultation » à Bruxelles

Après des années de lutte et de mobilisations, la France a interdit tous les néonicotinoïdes tueurs-d'abeilles à partir de 2018 – une victoire magistrale des citoyens et de la raison pour enrayer le déclin des abeilles et pollinisateurs sauvages et commencer enfin à sortir les agriculteurs du tout-chimique dans lequel ils se retrouvent enfermés.

C'est un précédent historique pour l'Europe, et pour le reste du monde - car d'autres pays suivront nécessairement la voie tracée par la France...

...Une catastrophe pour les multinationales de l'agrochimie et leurs armées de

lobbyistes qui sont en train de s'y opposer coûte que coûte. Ils ne peuvent plus rien faire en France ? Alors ils déplacent la bataille à Bruxelles, pour empêcher que la loi soit appliquée !

Voilà pourquoi, à peine connue l'interdiction des néonicotinoïdes en France, la Commission a immédiatement lancée en catimini une « consultation » invitant tous les pays membres de l'Union européenne et les acteurs concernés à se prononcer pour ou contre l'interdiction.

Et tenez-vous bien : aucune association, ONG, et autres représentants de la société civile n'a été tenue informée de cette consultation !

Résultats : sur 75 participants, pas un seul représentant des citoyens ou de la société civile !

Sans surprise, on retrouve en revanche parmi les participants : Bayer, Syngenta, les lobbies de l'agro-industrie, les lobbies phytopharmaceutiques, les lobbies de l'agriculture intensive... (1)

L'instrumentalisation des agriculteurs

Mais ce n'est pas tout : pour enfoncer le clou et crédibiliser cette consultation-fantôme, on trouve aussi des « témoignages » d'agriculteurs dépendants à 100% des produits chimiques : l'agrochimie n'hésite pas à les effrayer en faisant planer le spectre de la « misère » qui les guette si leurs cultures, faute de chimie, sont ravagées par les bioagresseurs...

Alors même qu'ils peinent déjà à joindre les deux bouts, et que leurs exploitations, de plus en plus dépendantes des règlements, des subventions et de produits chimiques de plus en plus coûteux, sont au bord de la faillite à cause du système dans lequel ils sont enfermés !

Et pour l'agrochimie, le plan n'est pas terminé...

L'intervention des autorités sanitaires hongroises

Pour empêcher le plus longtemps possible l'application de l'interdiction des néonics en France, les lobbies se sont appuyés sur une procédure prévue en cas de différend entre États européens : si un seul pays de l'UE émet un avis négatif pendant la consultation sur la décision française, l'ensemble du processus est bloqué...

Qu'à cela ne tienne : les lobbies sont allés dépêcher la Hongrie, et les représentants de son Agence de sécurité sanitaire, connus pour être de fervents défenseurs des intérêts de l'agrochimie, pour déposer auprès de la Commission européenne un Avis confidentiel s'opposant à la décision de la France. (2)

Et voilà l'interdiction de France bloquée de facto par Bruxelles...

Le coup de grâce : l'argument juridique

Le but de toutes ces manœuvres, c'est de gagner du temps en repoussant le plus longtemps possible l'application de l'interdiction en France et de démarrer un bras de fer avec la France pour l'obliger à renoncer à l'interdiction des néonics qui violerait selon eux le règlement européen...

La pression est énorme :

Pour verrouiller le débat et s'assurer que la Commission européenne ne laissera pas passer l'interdiction des tueurs d'abeilles en France – ce qui pourrait créer

en Europe un précédent beaucoup trop dangereux pour leur business... – les lobbies ont actionné leurs bataillons de juristes et d'avocats pour démonter les arguments de la France. Ils parlent tous de « violation du règlement européen » sur la libre circulation des marchandises en Europe, ou sur la réglementation des molécules toxiques en Europe... et sous-entendent clairement qu'ils pourraient attaquer la France devant la Cour de Justice de l'Union Européenne dès qu'elle fera mine de retirer l'un de leurs poisons du marché.

... Des arguments repris **quasiment mot pour mot** dans l'avis final tenu secret que la Commission européenne a envoyé à la France – et qui la somme de renoncer à l'interdiction des tueurs d'abeilles...(3)

Pourtant, c'est clairement la France qui a raison. Et ce n'est pas pour rien qu'elle a interdit les néonicotinoïdes.

Faut-il encore le rappeler ?

Les néonicotinoïdes, avec d'autres produits sophistiqués, maintiennent dangereusement les agriculteurs dans un état de dépendance totale vis-à-vis de produits très coûteux et de moins en moins efficaces pour protéger les cultures face à des insectes, des plantes et des maladies qui deviennent résistants aux produits censés les éradiquer ;

Résultat : les néonicotinoïdes sont pour certains jusqu'à plus de 7 000 fois plus toxiques pour les pollinisateurs que le redoutable DDT utilisé contre les insectes il y a encore quelques décennies, et aujourd'hui retiré du marché pour de très bonnes raisons !

Selon les études, 85 à 98% (!) des néonicotinoïdes utilisés en Europe passent directement dans les sols, se diluent dans l'eau et détruisent les animaux et organismes auxiliaires, nécessaires aux cultures ;

On les retrouve dans les nappes phréatiques et les cours d'eau, détruisant au passage des maillons clés de la chaîne alimentaire et réduisant dramatiquement la biodiversité.

Tout cela est maintenant suffisamment documenté (4) et même admis par les agences de sécurité sanitaires. Mais les lobbies continuent à verrouiller le système : **chantages en sous-main, arrangements entre technocrates et lobbyistes, responsables de direction à la Commission qui partent travailler pour l'industrie puis reviennent à la Commission, « associations-écran » et sites « d'information » qui diffusent leur propagande** pour les faire passer pour de bons samaritains quand ils démolissent à coups de chimie notre environnement, les pollinisateurs et l'agriculture que nous laisserons à nos enfants...

Je vous avais prévenu : **les multinationales agrochimiques disposent de moyens tentaculaires pour imposer leur loi à toute la population. Mais ce n'est pas une raison pour leur laisser le champ libre pour sacrifier impunément les abeilles, notre santé et notre environnement !**

Depuis maintenant cinq ans, notre association POLLINIS sonne le tocsin et rassemble les citoyens à chaque nouvelle attaque de l'agrochimie sur les pollinisateurs. Parce que la première façon de faire barrage aux plans des

lobbies, c'est de les rendre publics, d'en informer le plus grand nombre, et d'être nombreux à alerter les politiques pour les mettre dos au mur et exiger qu'ils défendent l'intérêt général face aux intérêts de quelques multinationales agrochimiques.

Si l'interdiction des néonicotinoïdes que la Commission s'apprête à saboter a été votée en France, c'est notamment parce que nous avons pu mobiliser les citoyens par cinq vagues successives pour faire pression sans discontinuer sur les députés et les sénateurs français.

Avec **plus d'1,2 million de personnes** qui suivent nos actions, en France, en Belgique, en Suisse et partout en Europe, notre force de frappe est colossale. Mais ce n'est pas tout : petit à petit, grâce au soutien sans faille des membres donateurs de POLLINIS, nous avons pu **développer l'expertise nécessaire pour contrer le plus efficacement possible les lobbies sur leur terrain** – à Bruxelles.

***** surveillance des instances d'homologation des pesticides** : comme nous l'avons fait avec le Sulfoxaflor il y a deux ans (5) – ce pesticide nouvelle génération nocif pour les abeilles que l'agrochimie voulait imposer en catimini, avec la complaisance de l'UE - nous assurons une veille permanente pour déjouer, dénoncer et tuer dans l'œuf toute tentative de l'industrie d'imposer de nouvelles molécules nocives pour les abeilles, la nature ou la santé ;

***** mise en place d'une cellule de contre-lobbying**, au plus près des institutions, pour surveiller les mouvements des lobbies, et exercer une influence citoyenne permanente sur les décideurs politiques et les technocrates européens ;

***** maintenir la pression sur les élus, européens et nationaux**, pour leur rappeler sans cesse qui sont leurs électeurs : ils tirent leur légitimité et leur mandat des citoyens qu'ils sont censés représenter, et nous devons faire en sorte qu'ils ne l'oublient pas un seul instant ;

***** utiliser tous les recours juridiques et institutionnels possibles** en faisant travailler des juristes, des avocats et des experts pour faire valoir le droit des citoyens à protéger leur environnement, leur santé et leur alimentation face aux attaques à répétition de l'industrie ;

***** diffuser massivement l'information** pour dénoncer de nouveaux scandales, révéler les manœuvres des lobbies sur les institutions, alerter les médias et les citoyens de toute l'Europe sur les menaces imminentes qui pèsent sur leur santé ou leur sécurité alimentaire ;

Aujourd'hui, nous devons plus que jamais continuer et développer tout ce travail primordial pour **contrer la mainmise des lobbies sur les décisions européennes et sur notre mode de vie.**

C'est la raison d'être de notre association : nous représentons les citoyens, et estimons que chaque personne, en Europe, a le droit d'être informée et de s'opposer aux décisions qui vont à l'encontre de sa santé ou sa sécurité alimentaire.

Pour garantir la **totale indépendance** de l'association, nous refusons tout

financement public ou de grosse entreprise. Tout notre travail repose entièrement sur la générosité et l'engagement des donateurs de POLLINIS - et croyez-moi, nous prenons grand soin à ce que chaque euro soit bien utilisé ! Aujourd'hui, je voudrais vous proposer de rejoindre les rangs des 20.000 donateurs de POLLINIS – ceux grâce à qui notre combat avance au quotidien. **C'est grâce à nos donateurs, et uniquement grâce à eux, que l'équipe de POLLINIS peut mener ses actions au jour le jour**, à Paris et à Bruxelles. Sans eux, nous n'aurions jamais pu déjouer le coup de la « consultation » organisée par la Commission pour les lobbies, et faire pression sur le gouvernement avant qu'il soit trop tard – il reste encore quelques mois avant la décision finale, et nous le lâcherons pas le morceau !

Dans les mois qui viennent, nos grandes priorités de bataille sont :

- **maintenir la pression sur le gouvernement pour qu'il ne cède pas un pouce de terrain face aux lobbies et la Commission européenne** sur l'interdiction des néonics tueurs d'abeilles – le Conseil constitutionnel, en France, a lui-même validé cette interdiction, la jugeant conforme à la loi : il n'y a aucune raison de laisser les lobbies avoir le dernier mot !

- **monter un dossier juridique béton** pour contrecarrer les arguments des lobbies qui menacent désormais d'attaquer l'interdiction devant les tribunaux, européens ou nationaux ;

- **libérer les agriculteurs** des pressions honteuses des lobbies en leur présentant les centaines de publications scientifiques et initiatives de terrain de cultures sans ou avec peu de pesticides : aussi rentables, moins coûteuses, et qui permettent aux agriculteurs de vivre dignement et indépendamment de leurs récoltes !

Par exemple, une étude menée sur 12,6 millions d'exploitations adoptant des pratiques agronomiques alternatives dans 57 pays en voie de développement a montré que la mise en place de modèles alternatifs **augmentait en moyenne les rendements de 79%** ! C'est possible ailleurs, alors pourquoi pas chez nous ? (6)

Sans compter que l'argument du champ dévasté par les ravageurs faute de protection chimique commence sérieusement à sonner creux, avec un nombre croissant de chercheurs qui montrent qu'on peut tout autant diminuer les risques rien qu'en diversifiant les cultures (7) !

Et **remobiliser les citoyens**, aussi souvent que nécessaire, à chaque nouvelle attaque des lobbies de l'agrochimie mettant en danger les abeilles, notre santé ou notre alimentation, pour qu'ils nous trouvent systématiquement sur leur chemin.

Nous avons déjà gagné beaucoup de terrain en cinq ans de bataille. Mais pour permettre à l'équipe de POLLINIS de continuer tout son travail, et surtout, de commencer sans tarder les prochaines actions pour saper l'influence des lobbies à Bruxelles, nous devons étoffer nos rangs.

C'est pour cela que je fais appel à vous aujourd'hui : voulez-vous, par votre don, rejoindre les rangs de POLLINIS, et faire partie des membres engagés qui

permettent à l'association de mener le combat au quotidien ?

Il n'y a pas de minimum de contribution : vous pouvez donner 15 euros, 30 euros, 50 euros, 100 euros, 200 euros... La plupart du temps, les gens qui rejoignent l'association donnent 35 euros.

Mais quel que soit le montant de votre don, sachez qu'il sera une aide précieuse pour POLLINIS et son équipe pour mener les actions nécessaires à l'organisation d'un véritable contre-lobby citoyen, solide et efficace, pour faire barrage aux les attaques de l'industrie agrochimique sur nos droits et notre mode de vie.

Sur qui d'autre pourrions-nous compter pour bâtir ce contre-pouvoir, si ce n'est sur des citoyens engagés, comme vous, déterminés à ne pas laisser sacrifier impunément leur santé et leur alimentation pour faire fructifier les profits de quelques grandes multinationales agrochimiques ?

Si nous ne nous dressons pas d'urgence, tous ensemble, face à l'industrie agrochimique et son armée de lobbyistes, si nous les laissons faire la loi impunément à Bruxelles, non seulement **il sera trop tard pour empêcher le verrouillage complet et définitif du système au profit de l'industrie**, mais la voie sera libre pour eux pour faire passer n'importe quelle nouvelle substance dévastatrice pour les pollinisateurs, la nature ou la santé humaine !

Arrêtons le massacre, dès maintenant. Je compte sur vous, et vous remercie par avance pour votre engagement et votre soutien au combat pour protéger les abeilles et la nature, et aller vers une agriculture pérenne, respectueuse des pollinisateurs et de la terre dont elle dépend.

Nicolas Laarman

Délégué général

>>> POUR FAIRE UN DON, CLIQUEZ ICI

Références :

1) Voir la liste complète des participants ici : "*Decree on the definition of neonicotinoid active substances contained in plant protection products*"- onglet "Contributions"

2) **Lire l'avis de la Hongrie**

3) **Observations de la Commission européenne**

4) **Worldwide integrated assessment on systemic pesticides**, Taskforce on systemic pesticides Environ Sci Pollut Res (2015) 22:1–4 DOI 10.1007/s11356-014-3220-1

5) **Ecosystem services, agriculture and neonicotinoids**, EASAC 2015

6) Campagne #StopSulfoNow

7) **Resource-Conserving Agriculture Increases Yields in Developing Countries**

J. N. Pretty,*, †, A. D. Noble, ‡, D. Bossio, §, J. Dixon, ||, R. E. Hine, †, F. W. T. Penning de Vries, ⊥ and, and J. I. L. Morison † Environmental Science & Technology 2006 40 (4), 1114-1119 DOI: 10.1021/es051670d

8) Voir par exemple à ce sujet :

The ecological role of biodiversity in agroecosystems, Miguel A. Altieri, *Agriculture, Ecosystems & Environment*, Elsevier Juin 1999

Hauggaard-Nielsen, H. ; Jørnsgaard, B.; Kinane, J. ; Steen Jensen, E., 2007. **Grain**

legume–cereal intercropping: the practical application of diversity, competition and facilitation in arable and organic cropping systems,

Renewable Agric. & Food Syst., 23 (1): 3-12

Plant species diversity for sustainable management of crop pests and diseases in agroecosystems: a review, Ratnadass, A., Fernandes, P., Avelino, J. et al. Agron. Sustain. Dev. (2012) 32: 273. doi:10.1007/s13593-011-0022-4